



Comité Français pour la
Solidarité Internationale

32, rue Le Peletier
75009 Paris - France

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

e.mail : info@cfsi.asso.fr
Site : www.cfsi.asso.fr

CCP 2327 K Paris
Association reconnue
d'utilité publique,
créée en 1960.



PRIX 2007 DU HAUT CONSEIL
DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE,
CATÉGORIE "INFORMATION DU PUBLIC
SUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
POUR LE DÉVELOPPEMENT" POUR LE
PROGRAMME ALIMENTERRE.

PRIX 2001 DU HAUT CONSEIL
DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE,
CATÉGORIE "ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET
FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT"
POUR LE PROJET KAFO JIGINEW,
LA BANQUE DES PAYSANS AU MALI.

Durablement contre la faim !

Par **Bénédicte Hermelin, directrice du GRET**
& **Jean-Louis Vielajus, délégué général du CFSI**

A Dakar, à Port-au-Prince, à Douala, la colère a éclaté. Devoir dépenser plus des trois-quarts de son revenu pour mal se nourrir rend la situation intenable pour des millions d'urbains pauvres. Car la crise aujourd'hui est urbaine. Les émeutes désespérées ne s'arrêteront pas de si tôt, elles vont se propager. Car plus de vingt pays africains sont menacés, demain, de connaître la même situation.

Les experts prédisent que 1,2 milliards de personnes dans le monde pourraient souffrir de façon chronique de la faim en 2025, soit environ une personne sur cinq. Restons un instant sur ce chiffre apocalyptique, indigne du 21ème siècle. Globalement, il sera constitué de l'addition de deux groupes égaux : 600 millions d'urbains, 600 millions de ruraux. Voici une situation totalement paradoxale : la campagne est censée nourrir les villes, mais ils n'ont que la faim en partage ! Certes, la faim en ville est plus visible et les émeutiers n'ont que quelques rues à parcourir pour se rapprocher dangereusement des lieux du pouvoir. La souffrance rurale dure depuis des décennies, mais elle s'entend moins depuis les palais présidentiels et représente un moindre risque.

Les dégâts provoqués par la sous-nutrition et la malnutrition sont très graves. Ils représentent une menace immédiate pour les jeunes enfants, les femmes enceintes et les malades, affaiblissent et fragilisent les adultes. De plus, ils se font sentir à long terme : les enfants dont la croissance est ralentie aujourd'hui seront demain des adultes dont le développement physique sera amoindri, qui seront durablement plus faibles.

Qui sont ces affamés ? Des pauvres. La hausse des prix agricoles frappe ceux, au Nord comme au Sud, qui ont un pouvoir d'achat trop faible pour se nourrir correctement. Les plus pauvres des pays en développement sont des ruraux, et c'est pour cela qu'en silence, ils ne pouvaient pas se nourrir correctement depuis longtemps. Pourquoi ? Parce qu'ils n'arrivaient pas à vendre leur production à un prix suffisant pour permettre à la fois de faire face à des dépenses nécessaires (outils agricoles, savon, vêtements par exemple) et acheter suffisamment de nourriture pour compléter leur production et faire manger leur famille. La faiblesse des prix agricoles vient en particulier du choix fait par certains Etats de recourir à de l'alimentation importée à bas prix, pour nourrir les villes en délaissant les campagnes. A ceci s'ajoute des difficultés de mise en marché (infrastructures de transport en mauvais état, difficultés de stockage) et l'insuffisance du développement de la production agricole locale, négligée par les pays, les institutions financières internationales et les Etats du Nord donateurs d'aide au développement. On a conseillé aux pays pauvres de se consacrer sur les productions de produits tropicaux (café, cacao, thé, coton), et grâce aux devises, ils pouvaient s'approvisionner à bas prix sur le marché mondial.

En somme, une dépendance croissante des pays du Sud vis-à-vis des importations de denrées alimentaires de base, dont on mesure aujourd'hui les conséquences dramatiques. Les urbains pauvres et moins pauvres, ont déjà vu leur pouvoir d'achat largement entamé par la hausse du prix du carburant, qui renchérit le coût des transports collectifs, taxis compris. Or, pour travailler, même s'il s'agit de petits boulots dans le secteur informel, il faut se déplacer. Se déplacer d'un quartier à l'autre dans des villes de plus en plus étendues impose de recourir à un moyen de transport. Les urbains ne peuvent donc plus faire face aujourd'hui à la hausse du prix des denrées importées. Car le prix des denrées locales, lui, est moins affecté par la hausse des prix. La flambée des cours ne concerne donc que les pays très dépendant des importations, comme le Sénégal, l'Egypte, le Maroc, Haïti, bref, tous les pays aujourd'hui concernés par les émeutes. A Madagascar par exemple, pays pauvre s'il en est, seul 10% du riz est importé, le reste est produit localement. D'ailleurs, les malgaches, grâce à une augmentation de la production depuis plusieurs années, espèrent même devenir exportateurs nets de riz. Certes, la récolte de riz bat son plein en ce moment à Madagascar, mais le prix du riz n'a pas frôlé sur les marchés locaux. En partie d'ailleurs parce qu'échaudés par la crise de 2004 qui avait vu s'envoler les prix du riz, pouvoirs publics, importateurs, grossistes et producteurs s'assoient régulièrement autour d'une même table pour surveiller les prix et prendre les mesures nécessaires.

.../...



Comité Français pour la
Solidarité Internationale

32, rue Le Peletier
75009 Paris - France

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

e.mail : info@cfsi.asso.fr
Site : www.cfsi.asso.fr

CCP 2327 K Paris
Association reconnue
d'utilité publique,
créée en 1960.



PRIX 2007 DU HAUT CONSEIL
DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE,
CATÉGORIE "INFORMATION DU PUBLIC
SUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
POUR LE DÉVELOPPEMENT" POUR LE
PROGRAMME ALIMENTERRE.

PRIX 2001 DU HAUT CONSEIL
DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE,
CATÉGORIE "ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET
FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT"
POUR LE PROJET KAFO JIGINEW,
LA BANQUE DES PAYSANS AU MALI.

La crise actuelle est appelée à durer. Cette crise est due à une hausse des prix des produits agricoles. C'est encore la mécanique du marché qui dicte le prix du blé à Dakar ou ailleurs, en fonction du rapport entre offre et demande internationale. Beaucoup a été dit et écrit sur les causes de cette hausse. Le réchauffement climatique a contribué à de mauvaises récoltes pour plusieurs grands pays producteurs agricoles, les pays émergents ont augmenté de façon très rapide leur demande avec l'augmentation du niveau de vie, etc. Tout cela crée un nouveau rapport entre offre et demande et tire « naturellement » les prix vers le haut. On ne devrait pas oublier, toutefois, que le marché des produits agricoles est devenu l'un des nouveaux lieux de la spéculation internationale, une niche nouvelle et durable de création de profits rapides. Les marchés des produits agricoles sont par nature très instables, en particulier parce qu'une très faible partie de la production mondiale est échangée au niveau international, la très grande majorité est vendue localement. Accentuant encore une instabilité des prix préjudiciable aux producteurs tout comme aux consommateurs, cette spéculation est en réalité une arme de destruction massive, face à laquelle la communauté internationale doit réagir rapidement. Depuis plusieurs décennies, de graves erreurs ont été faites. La doctrine libérale, mise à l'œuvre via le FMI et l'OMC, a entraîné une dérégulation des marchés agricoles, et a privé les pays d'outils d'intervention sur les marchés. L'utilisation de stocks de denrées permettant de faire baisser les prix en cas de hausse trop forte est par exemple jugée déloyale selon les standards de l'OMC. Cette conception de la loyauté se passe aujourd'hui de commentaires. Il est urgent de réviser ces règles, dans le sens d'une plus grande équité envers les pays en développement, leurs producteurs agricoles et leurs consommateurs urbains.

La Banque mondiale reconnaît désormais avoir œuvré pour un délaissement total les politiques agricoles des pays en développement ; une responsabilité que le Fonds monétaire international, grand promoteur des politiques d'ajustement structurel, serait bien inspiré d'assumer également. La communauté internationale s'est alignée sur cette position en divisant par deux l'aide publique au développement vers le secteur agricole et rural. Les Etats des pays en développement, dans leur grande majorité, ont suivi les injonctions des précédents, plus soucieux du bien-être immédiat de la population urbaine que de la viabilité de leurs agriculteurs et de leur vocation nourricière.

La question majeure, aujourd'hui, est de savoir ce qu'on peut faire pour répondre au fléau qui s'étend. D'abord en récusant certaines idées reçues. Par exemple, l'idée se répand que la cause de la crise actuelle est due à une surpopulation mondiale. Bien gérée, notre Terre peut nourrir 12 milliards d'habitants et les projections indiquent que la population devrait atteindre dans quelques décennies environ 9 milliards d'êtres humains. L'apocalypse n'est pas pour demain, ne nous trompons pas d'enjeu.

Quoi faire, alors ? La mesure la plus immédiate consiste à aider les urbains pauvres à payer leur nourriture. Sans aide des Etats, la tension ne baissera pas. Il faut donc distribuer du revenu, par exemple avec des tickets d'alimentation. Parmi les pays touchés par la crise, certains sont producteurs de pétrole, et ont donc les moyens d'aider leur population. Pour les autres, l'aide internationale doit permettre d'améliorer le pouvoir d'achat des urbains. Surtout, évitons de donner massivement de l'alimentation gratuite, qui perturberait les marchés locaux et ruinerait l'espoir des paysans. Car pour eux, une hausse des prix agricoles, c'est l'espoir de sortir de la pauvreté.

Mais cette solution de court terme n'est pas durable. Tout comme n'est pas une solution durable l'augmentation de la production agricole française ou européenne pour nourrir le reste du monde. Il faut une action déterminée d'amélioration de l'agriculture de ces pays. Mieux et plus produire, sans pour autant avoir recours aux cultures transgéniques qui ne répondent pas, en réalité, aux besoins prioritaires des agriculteurs familiaux. La vraie question réside dans l'accès à l'eau, à la terre, la fertilisation des sols, la formation des paysans, la mobilisation de la recherche sur les produits vivriers, des politiques agricoles adaptées aux situations locales. Et il ne suffit pas de produire, reste encore à proposer sur les marchés urbains des produits faciles à préparer et correspondant aux contraintes de la vie en ville. Dans de nombreux pays africains, des initiatives ont été prises dans ce sens par des organisations paysannes locales, avec l'appui d'ONG françaises. Il faut soutenir ces actions, car elles ont un double effet : redonner courage à des millions de paysans qui ont pour mission de nourrir les habitants de leur pays ; et contribuer efficacement à agir durablement contre la faim.

CFSI, DURABLEMENT CONTRE LA FAIM